

## RECEPTION DES TRAVAUX

La réception est "l'acte par lequel le maître de l'ouvrage déclare accepter l'ouvrage, avec ou sans réserve, et constate que les constructeurs ont accompli leurs engagements contractuels" (article 1792-6 du Code civil).

Toutefois, l'article 1792-6 du Code civil n'étant pas d'ordre public, il est possible d'envisager des aménagements conventionnels notamment quant aux modalités de réception des travaux.

La réception permet au maître de l'ouvrage de vérifier la qualité apparente du travail fourni et d'exiger des réfections si les travaux :

- ne sont pas conformes aux stipulations du marché
- ne sont pas exécutés suivant les règles de l'art

### -EFFETS DE LA RECEPTION -

Ces effets sont de deux ordres :

- elle permet le transfert de la garde de l'ouvrage
- elle constitue le point de départ des responsabilités et garanties légales à savoir :
  - garantie de parfait achèvement (article 1792-6 du Code civil)
  - garantie de bon fonctionnement (article 1792-3 du Code civil)
  - garantie décennale (1792 et 2270 du Code civil)

En cas d'acceptation, avec ou sans réserve, la décision fixe également la date d'achèvement des travaux.

### - FORMES DE LA RECEPTION -

La réception incombe au maître de l'ouvrage qui peut être sanctionné par des dommages-intérêts en cas de refus abusif de réceptionner.

L'entrepreneur dont les travaux sont examinés doit obligatoirement être présent ou, en cas d'absence, y avoir été dûment convoqué. A défaut, la réception lui est inopposable.

Elle revêt la forme d'un procès-verbal de réception signé par le maître de l'ouvrage et visé par l'entrepreneur et éventuellement par le maître d'œuvre. La réception tacite de travaux inachevés est possible à condition que soit constatée la volonté non équivoque du maître de l'ouvrage d'accepter les travaux.

*Cependant, la réception expresse avec procès verbal de réception est conseillée afin d'éviter toute interprétation litigieuse.*

### - MODALITES DE LA RECEPTION -

La double réception, provisoire suivie d'une réception définitive, est envisageable mais il est préférable d'avoir recours à la procédure de la réception unique telle que prévue aux articles 41 et 42 du C.C.A.G. travaux.

D'autre part, la réception peut être :

- globale : elle fait l'objet d'une opération d'ensemble à la fin des travaux, quelle que soit l'importance et la durée de ceux-ci ;
- partielle : elles sont organisées en fonction de l'état d'avancement des travaux. L'article 42 du C.C.A.G. travaux permet de connaître dans quels cas il est possible d'utiliser cette procédure. Elle est plus particulièrement conseillée pour les travaux à tranches

ou lorsque le maître de l'ouvrage entend prendre possession des ouvrages au fur et à mesure de leur réalisation.

Il est particulièrement utile de prévoir dans les C.C.A.P. maîtrise d'œuvre et travaux une clause indiquant que la réception sera unique et globale. Cela permet de réaliser un transfert de risques à la même date pour tout l'ouvrage et d'éviter les inconvénients du transfert de garde de parties d'ouvrages au maître d'ouvrage ainsi que des contestations éventuelles d'entrepreneurs qui rejetteraient sur le maître d'ouvrage des malfaçons ou insuffisances dont il serait difficile de demander réparation. Cela permet également d'obtenir une plus grande clarté dans le déroulement des opérations.

#### **- RECEPTION AVEC OU SANS RESERVES -**

La réception sans réserves exonère le constructeur de toute responsabilité pour les désordres apparents. Quant à la réception avec réserves, elle implique que les défauts apparents (désordres de conformité ou malfaçons) ne peuvent être indemnisés au titre de la garantie de parfait achèvement que s'ils sont mentionnés dans le procès verbal de réception. Les dommages ou défauts de conformité non apparents à la réception et qui se révèlent dans l'année qui suit, sont notifiés par écrit à l'entrepreneur par le maître de l'ouvrage.

Les réserves mineures ou "menues réserves" ne doivent pas empêcher de prononcer la réception. Il est possible dans ces derniers cas de surseoir au décompte définitif jusqu'à ce que ces menues réserves soient levées. Il est également possible de convenir avec l'entrepreneur d'une réfaction sur les prix, conformément à l'article 41.7 du C.C.A.G. travaux.

Les réserves dûment qualifiées permettent de prolonger la responsabilité contractuelle des constructeurs tant qu'elles ne sont pas levées.

Le maître de l'ouvrage peut refuser la réception si les travaux ne sont pas achevés, sous réserve de leur importance comme indiqué ci-dessus, ou si les vices de conception ou de construction sont trop importants.

Les réserves à la réception sont les réserves émises par le maître de l'ouvrage et non les réserves émanant des professionnels de la construction. Elles ont pour fonction de maintenir les droits du maître de l'ouvrage à recevoir un ouvrage conforme aux spécifications du contrat et aux règles de l'art. Elles ne font pas obstacles à la réception. Elles se distinguent des désordres évoqués lors des périodes de garantie par, notamment, leur caractère apparent lors de la réception.

Pour obliger les constructeurs à remédier aux vices de construction ou de conception qu'elles visent, les réserves doivent revêtir une certaine importance au regard de l'ensemble des travaux.

En ce qui concerne les réserves mineures ou menues réserves, elles ne peuvent empêcher la réception de produire ses effets. Il convient dans ce cas simplement de surseoir au décompte définitif jusqu'à ce qu'elles soient exécutées par les entrepreneurs ou bien de déduire du décompte les sommes nécessaires à la réparation des malfaçons.

#### **- CATEGORIES DE RESERVES -**

Le C.C.A.G. distingue plusieurs catégories de réserves :

- les réserves fondées sur l'exécution de futures épreuves (article 41-4).

Elles ne sont levées que si ces épreuves s'avèrent concluantes ;

- les réserves dues à l'inexécution de certaines prestations initialement prévues et qui n'ont pas été réalisées au jour de la réception. Le maître de l'ouvrage peut décider de prononcer la réception, l'entrepreneur devant exécuter ces prestations dans un délai déterminé (article 41-5). Un nouveau procès verbal devra être dressé ;

- les réserves pour malfaçons (article 41-6). Les entrepreneurs doivent y remédier dans un délai fixé par le maître de l'ouvrage en fonction de la nature ou de l'importance des travaux à exécuter, ou à défaut, trois mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Lorsque le délai de garantie contractuelle arrive à terme, le maître d'ouvrage doit prendre une décision de prolongation de délai de garantie (article 44-2 du CCAG travaux).

L'article 41.6 du cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) travaux organise plus précisément cette levée de réserves.